

Marleix : il faut une commission d'enquête sur le nucléaire

écrit par Antiislam | 7 septembre 2022





Du Figaro :

Le patron des députés LR veut établir les responsabilités et rebâtir la souveraineté énergétique de la France.

Olivier Marleix, président du groupe LR à l'Assemblée nationale, n'est pas satisfait des choix du président de la République.

LE FIGARO. – Emmanuel Macron, comme Élisabeth Borne, préviennent les Français et les entreprises de possibles «tensions» cet hiver. Risque-t-on un «confinement énergétique», selon l'expression d'Agnès Verdier-Molinié.

Olivier MARLEIX.– Oui, malheureusement!

Le général de Gaulle, après la Libération, a mis en place une politique qui a apporté à la France l'indépendance et l'abondance.

La crise internationale sur le marché du gaz n'explique qu'une petite partie de nos problèmes d'approvisionnement, puisque le gaz c'est 20 % de notre énergie consommée.

Ce qui explique la pénurie c'est d'abord la situation de notre parc nucléaire avec 32 réacteurs à l'arrêt. EDF promet de remettre en service 40 GW d'ici la fin décembre et 10 de plus d'ici la fin de l'hiver, mais cet objectif est très optimiste.

Comment en sommes-nous arrivés là?

Ceux qui depuis dix ans ont cru qu'on pourrait se passer du nucléaire – les présidents et Hollande-Macron en tête – ont une responsabilité immense devant la nation et les Français.

La fermeture de Fessenheim n'est que la partie émergée de l'iceberg.

Il y a dix ans de renoncement, pendant lesquels on n'a lancé aucun projet nouveau, pendant lesquels l'absence de perspective a démobilisé la filière nucléaire.

Nous avons une technologie en or, qui nous assurait une énergie propre et bon marché, nous l'avons sacrifiée au nom d'un accord électoral PS-Verts en 2011: l'échange de 15 circonscriptions législatives contre la fermeture de 24 réacteurs nucléaires!

Nous allons demander une commission d'enquête sur ce sujet.

Il faut à la fois établir les responsabilités de ce désastre et identifier les moyens de rebâtir sans attendre notre souveraineté énergétique.

Début octobre, au Parlement, sera examiné un projet de loi du gouvernement sur l'accélération des énergies renouvelables. Voterez-vous ce texte?

Il est un peu anachronique: il propose surtout plus d'éoliennes pour défigurer la France et je ne crois pas que ce soit l'urgence.

Je préférerais que l'on accélère la production de biogaz où nos gisements sont encore très importants et faciles à développer.

Si on avait anticipé on aurait pu se passer totalement [du gaz russe!](#)

Mais surtout je demande au gouvernement de réviser la programmation pluriannuelle de l'énergie: la loi prévoit toujours la fermeture de 12 réacteurs nucléaires!

À l'heure où nous parlons il y a des dizaines d'ingénieurs chez EDF qui s'activent au sein d'une «direction de la déconstruction».

Ce n'est plus possible! Le président de la République a tenu un discours très opportuniste à Belfort en février dernier pour annoncer la création de nouveaux EPR.

Mais que s'est-il passé depuis?

Rien.

Le prix de l'électricité comme du gaz s'envolent. Faut-il revoir les règles européennes du prix de l'électricité? Peut-on en sortir?

Tout est à revoir: l'accès régulé à l'énergie nucléaire (Arenh) est un échec.

On a spolié EDF pour faire des fortunes privées.

Quant au consommateur final, il se retrouve aujourd'hui le bec dans l'eau, lâché par ses fournisseurs.

Si la France doit choisir un sujet de bras de fer en Europe c'est celui du nucléaire d'EDF.

La Commission doit renoncer à son rêve de démantèlement.

Mais l'urgence absolue c'est la déliaison des prix de l'électricité et du gaz.

Pour faire simple, nous sommes obligés d'acheter l'électricité sur le marché de gros à un coût marginal qui est en réalité celui du gaz.

La Commission interdit aux États de vendre l'électricité nucléaire au coût de production.

Résultat c'est M. Poutine qui fixe le prix de l'électricité!

Pour nos entreprises ce n'est pas tenable: elles voient leurs factures augmenter de 600 ou 700 %!

On ne va pas laisser mourir nos entreprises à cause d'une règle administrative folle! La France doit sortir de ce marché européen.

Je le demande au président Macron.

Les Espagnols et les Portugais l'ont fait.

La France ne l'a même pas demandé.

Cela n'empêcherait en rien la solidarité européenne grâce aux réseaux interconnectés.

<https://www.lefigaro.fr/politique/olivier-marleix-il-faut-une->

[commission-d-enquete-sur-le-nucleaire-20220905](#)